

Mes chers camarades je vous transmets le salut fraternel des syndicats Force Ouvrière de la Manche.

A l'UD de la Manche, nous considérons que le « mouvement » des gilets jaunes est un mouvement politique, dont certaines revendications, mais pas toutes, sont similaires à certaines de nos revendications.

A ce titre, dans la Manche, nous appelons les salariés « gilets jaunes », et seulement eux : pas les patrons gj, pas les agriculteurs gj, pas les fachos gj, pas les antisémites gilets jaunes, et j'en passe, à rejoindre et à renforcer le syndicalisme INDÉPENDANT Force Ouvrière.

Pour les militants de la Manche, FO ne peut pas s'associer ou se laisser influencer par des mouvements politiques. C'est pourquoi l'UD de la Manche a, dès le début, rejeté tout rapprochement avec les « gilets jaunes ».

Les « gilets jaunes » c'est une nouvelle illustration de la politique qui veut comme je l'ai déjà dit ici « isoler le syndicat dans l'entreprise, et éloigner le salarié du syndicat » afin de briser la solidarité collective.

Politique qui se décline de longue date, des « conseils d'atelier » institués par les lois Auroux en 1982, aux ordonnances Macron de 2017, en passant par les lois sur la représentativité. Et bien entendu par le « grand débat national ».

L'organisation syndicale FO n'est pas un « corps intermédiaire », elle n'est pas un rouage qu'on peut mettre hors service ! Comme disait Jouhaux, « le syndicalisme ne suffit pas à tout, mais il se suffit à lui-même ».

Autrement dit on ne nous éliminera pas.

Mais il y a une condition : rester ce que nous sommes et ne pas céder à la tentation d'entraîner notre organisation sur le terrain politique.

Ni laisser notre organisation être menée par un parti politique ou un autre.

Si on ne peut pas la mettre hors service, on ne doit pas non plus la mettre à son service !

Car mes camarades, en parallèle du rapprochement avec les GJ il se développe dans la confédération une offensive d'un parti politique.

Cette offensive se développe vis-à-vis du secrétaire général récemment élu par le CCN, et se développe dans les instances et les structures.

C'est parfaitement inacceptable l'action d'un parti, quel qu'il soit, dans notre confédération FO, y compris sous couvert d'indépendance et de charte d'Amiens, pour peser à l'intérieur et poser ses conditions.

Les partis, c'est, je cite, c'est nos statuts, « en dehors et à côté » !

C'est donc une question de principe.

Des discussions se déroulent dans ce contexte, en plus, semble-t-il, avec la participation d'un ancien secrétaire général, Jean-Claude Mailly ! Il s'est reconverti dans le conseil aux patrons, c'est son droit.

Mais cela devrait l'écartier définitivement, si son attitude face aux ordonnances n'a pas suffi à ouvrir les yeux.

Il est dans le camp des patrons, et sans doute dans le camp de Macron, comme tous les anciens PS égarés.

Camarades je vous rappelle que nos statuts proclament je cite « attentatoire à l'unité ouvrière la recherche des postes à responsabilités syndicales par les militants de partis politiques en vue de faire du mouvement syndical un instrument des partis ».

Camarades ne laissons pas la politique tuer notre CGT-FO comme il y a 72 ans le parti communiste a tué la CGT.

Pour conclure mes chers camarades je citerai Alexandre Hébert :

*« Nous ne combattons pas dans les congrès réformistes pour transformer la CGT-FO en « centrale révolutionnaire ». Par contre, nous combattons avec fermeté pour que la centrale réformiste reste sur le terrain de la lutte des classes. »*

Je crois qu'ici dans cette enceinte, et à l'extérieur, à proximité, mes camarades il serait bon de méditer cette phrase.

Vive l'INDÉPENDANCE syndicale

Vive Force Ouvrière.